

Il est urgent de changer la politique

Les six débats pré-électorales organisés par Le Vif/L'Express, avec eChange et LN24 ont dégagé des solutions originales pour améliorer notre quotidien. Mais ils ont aussi montré que les règles du jeu partisan doivent changer. Pour restaurer la confiance des citoyens.

PAR OLIVIER MOUTON

Sur le grand écran de la salle du théâtre Le Manège, à Mons, le 20 mars dernier, deux propositions dominent dans la nuit, prenant le dessus sur une dizaine d'autres, après le vote de l'assemblée. « Un travail par projets à moyen terme » et « un parlement citoyen tiré au sort » recueillent 33 % des suffrages. « Ce sont les deux piliers du changement que nous appelons de nos vœux », lance une voix, résumant l'avis de la centaine de citoyens présents à ce premier débat de la tournée pré-électorale du Vif/L'Express, organisée en partenariat avec eChange, mouvement de convergences politiques, et LN24, première chaîne d'information de Belgique francophone. Le ton est donné : ces débats veulent secouer les idées reçues, briser les tabous et engendrer des idées nouvelles. L'objectif consiste à dialoguer de façon constructive, sans les phrases assassines habituelles. Une révolution.

La fin de la participation

« Le format de ce débat politique d'un genre nouveau est intéressant, déclare Georges-Louis Bouchez, qui vient alors d'être désigné porte-parole de la campagne du MR. Parce qu'il permet de dégager des solutions originales. » Le jeune feu follet s'entend d'ailleurs avec son alter ego socialiste Eric Thiebaud, député fédéral et bourgmestre de Hensies, pour



La grande salle de la brasserie François, à Namur, est pleine à craquer, le 8 mai 2019 : l'enjeu climatique a marqué de son empreinte la campagne électorale.

considérer que la force trop grande des partis et le manque de diversité des profils représentés au Parlement creusent le fossé entre le monde politique et les citoyens. « Nous devrions organiser des primaires pour composer les listes électorales », suggère Georges-Louis Bouchez. Laurent de Briey, l'un des coordinateurs d'eChange et chef de cabinet de la ministre francophone de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (CDH), va même un cran plus loin : pourquoi ne limite-t-on pas la durée de vie des partis dans les temps ? « Une idée iconoclaste, mais qui montre la voie », relève-t-il. « Il faut remettre en question la logique actuelle de la politique, basée sur la confrontation, pour générer une dynamique de consentement mutuel », insiste Stéphane Michiels, du Collectif citoyen, cette nouvelle liste qui veut réinventer la politique.

L'idée de la tournée hors du commun du Vif/L'Express à travers la Wallonie et Bruxelles – six dates, dans des villes différentes et des lieux grand public – est née à la suite d'un échange de courriels, en septembre 2018, avec les initiateurs du mouvement eChange. Créé dans la foulée des affaires wallonnes et en s'inspirant de la dynamique originelle d'En Marche, en France, il s'est transformé en un think tank mettant en dialogue, dans des groupes de travail thématiques, des académiques, des patrons, des syndicalistes, des représentants de la société civile, des gens de terrain et des politiques. eChange s'est engagé à ne pas présenter de listes lors du triple scrutin du 26 mai. N'a-t-il

pas une expertise à faire valoir lors de la campagne électorale ? Oui. Le marché est rapidement conclu pour créer du contenu rédactionnel et le confronter à des politiques de tous les partis.

De longs débats « privés » sont organisés pour nourrir les six dossiers « solutions » publiés ces dernières semaines dans Le Vif/L'Express. Lors de la première rencontre, les initiateurs d'eChange confient leur désir initial de « revitaliser la politique ». « Quand nous étions au gouvernement, je regrettais l'énergie que certains déployaient pour empêcher qu'une bonne idée aboutisse, plutôt que de tout faire pour qu'elle advienne, même sans en revendiquer la paternité », explique Jean-Michel Javaux, ancien coprésident d'Ecolo, bourgmestre d'Amay et patron de Meusinvest. « Notre Etat dysfonctionne, appuie le ministre bruxellois Didier Gosuin (DéFI). Nous avons accumulé des réformes institutionnelles, non dans un souci d'efficacité, mais pour régler des problèmes politiques. Sans jamais faire l'évaluation des mesures prises. Nous sommes dans un fédéralisme d'opposition et non de coopération. Prenons le cas de la congestion automobile qui paralyse Anvers ou Bruxelles : tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut changer de modèle, que cela nous pénalise sur le plan environnemental et économique, mais nous sommes

incapables de monter ensemble un projet. De surcroît, les partis ont reproduit ces dysfonctionnements. » Il faut donc, d'urgence, changer la manière de faire de la politique car c'est le cœur nucléaire de notre démocratie. Ce qui la fait vibrer.

La concertation des pouvoirs

Le 27 mars, dans une salle du Palais des beaux-arts à Bruxelles, sous de somptueux lustres, ce constat apparaît une nouvelle fois de façon éclairante lors du deuxième débat. La mobilité est au menu, au cœur d'une capitale constamment engorgée. Les exemples de confrontations entre niveaux de pouvoir se multiplient : chaussée pour entrer dans Bruxelles décriée par la Flandre, bande de covoiturage wallonne bloquée net en Flandre, volonté flamande d'élargir le ring fortement critiquée par Bruxelles... Forcément, une solution se dégage nettement, loin devant les autres, avec la moitié des votes : « une vision concertée entre niveaux de pouvoir ». Cela semble une évidence. Plus facile à dire qu'à faire : François Bellot (MR), ministre fédéral de la Mobilité, décrit l'impossibilité d'élaborer un plan interfédéral de mobilité. On écarte la possibilité de refédéraliser la compétence, mais on propose d'introduire une hiérarchie des normes pour mettre de l'ordre dans ce chaos.

Collaborer n'est pas suffisant. Il faut changer les habitudes. L'amélioration de l'offre de transport public engrange 21 % des suffrages du public. « Le Belge est attaché à sa voiture quand il n'a pas d'alternative, insiste Alain Maron (Ecolo). Il faudrait 30 kilomètres supplémentaires de lignes de tram en site propre d'ici à dix ans. » Une option préférée au métro. Emmanuel De Bock (DéFI) multiplie les idées, dont celle d'un Plan RER – vélos. Le dossier de la mobilité, comme tous ceux auscultés au cours de cette tournée pré-électorale, est complexe. Les choix courageux nécessitent de la pédagogie. Le prélèvement intelligent, une taxation kilométrique tenant compte des horaires et des zones d'utilisation de la voiture, récolte 15 % des votes : c'est un des leviers prônés par eChange pour modifier les comportements. Testée, la suppression des voitures de société ne recueille pas une seule voix. Et à près de 22 h 30, quand les dernières questions fusent, un lecteur du Vif/L'Express se lève pour conclure : « Je dois rentrer au fond du Hainaut et je n'ai plus de transport public pour me rendre chez moi. » Sur l'écran où s'inscrivent les solutions (celles utilisées comme point de départ du débat et celles que le débat a produites), une dernière piste : « rouvrir des lignes de train ».

Les citoyens sont préoccupés par les urgences de l'époque. Ceux qui se déplacent pour assister à ces débats restent captifs, deux heures durant, même quand la matière est complexe comme la justice sociale et fiscale, le 3 avril, dans un auditoire de l'UCL à Louvain-La-Neuve. C'est une clé pour répartir la richesse et modifier les comportements. En dépit de la technicité du sujet, ils sont nombreux à écouter Edoardo Traversa, professeur de droit fiscal et coordinateur d'eChange, exposer les recettes d'eChange en compagnie de son homologue Marc Bourgeois (ULiège), de l'avocate →

« POURQUOI NE LIMITE-T-ON PAS LA DURÉE DE VIE DES PARTIS ? »



GABRIEL/MAKE IT POP

A Liège, le 3 avril 2019, le débat du Vif/L'Express concerne la transition économique. Mais on reparle de confiance en la politique.

→ Sabrina Scarna ou de l'ex-président du CPAS de Namur Philippe Defeyt (Ecolo). Une grande réforme fiscale nécessiterait conjointement une taxation plus cohérente du patrimoine, s'attaquant davantage à la détention qu'à la transmission, une taxation des comportements nocifs pour l'environnement ou l'instauration d'un système d'imposition duale, comme cela se pratique dans les pays nordiques.

Restaurer la confiance du citoyen

Au moment du vote, la solution préconisant une lutte renforcée contre l'évasion fiscale l'emporte largement. Les révélations des médias au sujet des Panama Papers, des Lux Leaks ou autres sont passées par là. La force du consensus, recherché dans chacun de ses débats, éclipsait largement la fameuse « taxe des millionnaires » défendue par le PTB Marco Van Hees, au détriment de la vision plus pragmatique d'Ahmed Laaouej, chef de groupe PS à la Chambre, et d'Antoine de Borman, responsable du service d'études du CDH. Une autre solution préconisée retient l'attention de façon plus inattendue, deuxième au marquoir des votes : l'éducation fiscale. « Il faut réapprendre aux gens l'importance de payer des impôts, en réexpliquer le sens tout en simplifiant la fiscalité », entend-on. Un spectateur attentif de tous les débats du Vif/L'Express exprimera plus tard, dans une note de débriefing : « J'ai été frappé par la crise de confiance de plus en plus grave à l'égard des politiques, créées aussi par eux avec la langue de bois, les conflits d'intérêts... ». Un signal d'alarme.

La mutation ultrarapide de notre

société nécessite une panoplie de réponses. Le politique doit être un pilote et un guide. Mais encore faut-il que l'on se fie à lui. C'est ce qui ressort du quatrième débat, organisé le 24 avril à la Cité Miroir à Liège, concernant la transition économique. Il est question, entre Fabian Culot (MR), Alda Greoli (CDH) et Samuel Cogolati (Ecolo) de soutenir l'esprit d'entreprise en Wallonie, de privilégier les circuits courts, de soutenir les secteurs en lien avec le bien-être et, en résumé, de « relocaliser l'économie ». Il se crée un consensus entre eux pour défendre l'idée d'acheter wallon, belge et européen ou d'instaurer une taxe aux frontières de

l'Union européenne pour les biens produits sans respecter nos critères sociaux et environnementaux. Le courant passe moins facilement sur la nécessité de ralentir le moteur pour faire face aux enjeux écologiques. Et au moment des questions de la salle, l'enjeu démocratique resurgit de façon virulente. Brûlant d'interpeller « Aldi Greola (*sic*) », lapsus révélateur, un intervenant demande aussi, vindicatif : « Comment peut-on encore faire confiance aux politiques ? » Thomas Dermine, responsable du plan de reconversion du site Caterpillar à Charleroi, clôture la soirée par une diatribe mettant en garde contre une confrontation des générations. Car depuis la crise financière de 2007-2008, argumente-t-il, ce sont surtout les jeunes qui ont payé la facture. Attention, enjeu explosif.

Au tableau des votes, deux propositions dominent : la nécessité de... réinventer la négociation politique et celle de sceller un nouveau pacte économique, social et environnemental. Ces sont les piliers de l'action du mouvement eChange,

qui témoignent encore de la priorité : changer la politique pour restaurer la confiance. Deux propositions ajoutées en cours de débat obtiennent un score honorable : la création d'une Banque européenne du climat et le soutien à l'économie circulaire.

Financer Greenpeace Chine

S'il est un sujet qui a dominé toute la campagne électorale, c'est la question climatique. Une urgence pour les jeunes qui manifestent, mais aussi pour toutes les générations. En faut-il une nouvelle preuve ? Le 8 mai, la salle à l'étage de la Brasserie François, à Namur, est pleine à craquer pour la cinquième étape de la tournée du Vif/L'Express, consacrée à la transition énergétique. Benoît Dispa (CDH), David Clarinval (MR) et Philippe Henry (Ecolo) balisent la route pour une sortie effective du nucléaire en 2025 et un horizon entièrement renouvelable pour 2050. Fernand Grifnée, CEO d'Ores, principale intercommunale de distribution en Wallonie, défend l'idée d'une tarification différenciée. Céline Tellier, secrétaire générale d'Inter-Environnement Wallonie, insiste notamment sur un vaste plan d'isolation des bâtiments et rappelle que l'objectif, c'est aussi... de moins consommer. Damien Ernst, expert réputé de l'université de Liège, lance une météorite : « Si on veut réussir nos objectifs climatiques, nous devrions aussi financer Greenpeace Chine. » Pour diminuer les consommations dans cet immense pays émergent. On rit de cette audace... Et on évoque aussi la nécessité de soutenir Inter-Environnement Wallonie. Un débat local et global.

Quand la parole passe à la salle, les récits individuels témoignent de réalités très différentes, et souvent autocentrées, en matières énergétique et écologique. Un interlocuteur se plaint d'avoir construit une maison entièrement passive, jugée « insalubre » par les autorités locales parce qu'elle n'était raccordée au réseau d'électricité. « Il faut pouvoir ne pas se connecter au réseau, mais il faut alors aussi payer une taxe pour préserver la solidarité », rétorque Damien Ernst. Il y a du

« IL FAUT RECONNAÎTRE CES PEURS ET EN PARLER. »

changement dans l'air. Mais lors du vote, sans grande surprise, aucun suffrage n'est porté sur la solution préconisée pour garantir des tarifs bas : accepter de possibles coupures d'électricité en hiver. Un lecteur du Vif/L'Express s'emporte par courrier, après lecture du dossier dans le magazine : « Nous retournons cent ans en arrière. C'est bien la décroissance qu'on nous promet. »

Tout au long de cette tournée pré-électorale, aucun tabou n'aura été éludé. Le 15 mai,

dans une salle du cinéma Quai 10 à Charleroi, le sujet sensible de l'immigration est sur la table. Les contributeurs d'eChange proposent une série d'engagements pour apaiser le climat et changer de regard sur un problème qui est aussi une opportunité. Autour de la table, François De Smet (DéFi), Marie Arena (PS) sont souvent à couteaux tirés avec Aymeric de Lamotte (Listes Destexhe). Mais d'improbables convergences voient pourtant le jour sur l'idée d'une cérémonie de naturalisation ou sur certaines formes d'immigration économique. Frontières ouvertes/frontières fermées, l'opposition n'est pas réglée. Mais à l'issue de cette joute, Aymeric de Lamotte se félicite du dialogue et reconnaît que certaines de ses lignes ont bougé. Des spectateurs du débat viennent interpeller Abdeslam Marfouk, chercheur à l'université de Liège et expert d'eChange, sur l'islam, la condition de la femme ou d'autres sujets qui fâchent. Mais il y a des sourires et de l'écoute. « Il faut reconnaître ces peurs et en parler, c'est comme ça qu'on apaisera le débat », souligne l'universitaire.

Rideau. Un lecteur du Vif/L'Express, qui a participé aux six débats organisés entre le 20 mars et le 15 mai, se prépare à reprendre la route pour... Daverdisse, dans la province du Luxembourg. A plus de deux heures de route. Il est ravi. « Tout ce que j'ai lu et entendu à travers ces dossiers et ces débats m'a aidé à me forger une opinion claire pour voter le 26 mai. » Voilà le plus beau des compliments. Et, nous le croyons fermement, le début d'une autre façon d'aborder la politique. Et de la faire. **V**



Des spectateurs actifs, des acteurs politiques et citoyens prêts à sortir des confrontations habituelles, des avis avisés : les débats organisés par Le Vif/L'Express avec eChange et LN24 ont marqué les esprits.



GABRIEL/MAKE IT POP



KRIS/MAKE IT POP